

Voici ce que disent [Louis GILLE](#), [Alphonse OOMS](#) et [Paul DELANDSHEERE](#) dans ***Cinquante mois d'occupation allemande*** (Volume 4 : 1918) du

LUNDI 11 NOVEMBRE 1918

Il est 8 heures du matin. Des automobiles avec drapeaux rouges s'arrêtent au bout des rues. Debout dans les autos, des soldats, cocarde rouge sur la poitrine, distribuent des imprimés aux passants qui s'attroupent. C'est un manifeste à la population bruxelloise. Il est en trois langues, allemand, français, flamand ; voici le texte français:

«La République allemande et le Conseil des soldats qui la représente à Bruxelles adressent à la population belge leur salut fraternel et invitent les habitants à garder le calme et à prêter leur appui au Conseil des soldats.

Les soldats ont reçu l'ordre de se conduire poliment et amicalement avec tout le monde.

Le versement insensé de sang est fini. Nous ne sommes plus des ennemis.

Le Conseil des soldats prie les représentants autorisés du peuple belge, les chefs des Syndicats des ouvriers de Bruxelles, d'entrer en contact avec lui et de partager le travail pour le bien des habitants. Vive le pays belge ! Vive la République allemande ! Vive la paix!

Le Conseil des Ouvriers et Soldats de Bruxelles.

(s.) Freund, premier président. »

Dans le centre de la ville, c'est l'heure où, aux environs de la Grand'Place, il y a une intense circulation de charrettes de maraîchers et de revendeurs, revenant du marché matinal. Le va-et-vient de ces véhicules rustiques est fort contrarié ce matin par l'incessant passage d'autos et de camions conduisant des soldats qui ont un drapelet rouge au képi.

Nombre de Bruxellois, dans la joie que leur cause la publication des conditions de l'armistice, ne veulent pas attendre l'arrivée de nos libérateurs pour arborer l'étendard tricolore. Cette nuit déjà, et de très grand matin aujourd'hui, de nombreux habitants ont travaillé à fixer à leurs hampes les couleurs nationales, et la ville présente, dès les premiers heures de la journée la physionomie attrayante qu'elle revêtait aux jours de réjouissances publiques. On s'est abstenu cependant dans beaucoup de maisons de participer à ce mouvement, que l'on blâme et que l'on regrette avec raison dans les sphères officielles belges. Il eût été plus sage et plus raisonnable d'attendre le départ des Allemands et ne se livrer, qu'en présence du Roi et des troupes alliées, à tous les transports d'une légitime allégresse. On éprouve une impression de malaise indéfinissable à voir nos couleurs glorieuses se mêler à la note rouge de l'emblème révolutionnaire des ennemis.

On est également frappé du grand nombre de

boutonnères ornées de noeuds ou de cocardes tricolores. L'on voit déjà des commerçants faire la toilette de leurs étalages comme s'ils n'avaient plus rien à redouter de ces révolutionnaires de si fraîche date.

Un marchand avisé promène un camion rempli de hampes de drapeaux. Des camelots vendent «*le souvenir du roi Albert*», «*la fleur des alliés*» : toute cette marchandise s'enlève comme de petits pains.

Des cortèges s'ébauchent. Des jeunes gens parcourent les rues, précédés de drapeaux alliés, en chantant la *Brabançonne* et la *Marseillaise*. Ils s'en vont déposer des fleurs au pied de la statue de Rogier, puis redescendent vers l'hôtel de ville en réclamant avec instance le drapeau au balcon du Palais communal. Un autre cortège composé d'un millier de femmes de la section du vêtement du Comité National (**Note** : de Secours et d'Alimentation) parcourt également les rues en chantant des airs nationaux.

Les choses se gâtent bientôt. Vers 10 heures, un officier allemand passant boulevard Anspach accompagné d'une infirmière s'irrite de voir le drapeau français flotter à un grand nombre de façades. Il arrache un drapeau et en brise la hampe. On le hue, on le siffle. L'officier fait appel à des soldats qui se servent aussitôt de leurs armes. Fuite éperdue. Les balles ne font heureusement pas de victimes, les soldats ayant visé très haut.

Elles vont se perdre dans les fenêtres d'une papeterie établie à l'angle du boulevard et du Marché aux Poulets. Cela jette un froid, mais le public n'en continue pas moins de manifester.

A l'hôtel de ville, le Conseil communal est réuni pour prendre d'urgence les mesures de police qui s'imposent. Mais M. Lemonnier se fait attendre et M. Steens ouvre la séance publique. On apprend que le ff. de bourgmestre s'est rendu à la «*Kommandantur*» pour demander au représentant du Conseil des ouvriers et des soldats de prendre des mesures destinées à assurer la sécurité des habitants circulant dans les parages de la gare du Nord. Les soldats rebelles qui ont la station en leur pouvoir sont, en effet, en lutte ouverte avec des officiers et soldats demeurés fidèles au régime impérial et, comme les deux partis ont engagé la bataille sur la place Rogier, où ils se servent de mitrailleuses, la vie des habitants est exposée. Tandis que ces événements se déroulent, de nouvelles réunions ont lieu chez le baron von der Lancken (**Note**), directeur de la «*Politische Abteilung*».

M. Tibbaut, président de la Section agricole du Comité National, qui a été convoqué rue de la Loi, par Schaible, gouverneur civil de la Flandre, est invité, par celui-ci à l'accompagner à cette réunion. En route, M. Schaible lui dit, avec une certaine satisfaction :

- *Il y a encore des soldats qui me saluent !*

- *Oh ! si peu* – lui fait remarquer M. Tibbaut.

Chez le baron von der Lancken se trouvent déjà Kranzbühler, Haniel, le comte Rantzau, Einstein, le marquis de Villalobar, Van Vollenhoven, Francqui, Breitbach, Rademacher, Rieth et un soldat. Peu après arrivent MM. Lemonnier et Hallet.

M. Einstein, délégué du Conseil des ouvriers et soldats, annonce que l'armistice est signé, qu'il entre en vigueur aujourd'hui à midi.

« Le vif désir du nouveau gouvernement allemand – dit-il – est de ménager le plus possible les intérêts de la population belge et d'opérer l'évacuation le plus rapidement possible. Les gouvernements neutres voudront bien l'aider dans la réalisation de ce projet en appuyant la demande de délais supplémentaires formulée par Berlin auprès des nations alliées, car tous les pays ont intérêt à ce que le mouvement bolcheviste ne déborde pas, qu'il ne soit pas favorisé par la misère et des incidents.

Le gouvernement allemand a à coeur d'assurer le ravitaillement, non seulement des soldats, mais aussi de la population civile ; il ne voudrait rien faire qui pût léser celle-ci et qui provoquât chez elle des sentiments d'hostilités, Le gouvernement allemand entend ne contrarier en rien l'action du Comité National, qui a rempli sa tâche avec compétence. Des instructions seront données de Berlin pour que, les wagons et les

allèges du Comité National arrivent librement à leur destination.

Des ordres sont donnés pour que les condamnés politiques soient libérés immédiatement. Une automobile a été envoyée à la prison de Vilvorde pour ramener le sénateur Colleaux. On ira aussi, sans retard, chercher M. Max en Allemagne. »

M. Lemonnier signale qu'à certains endroits de la ville des soldats sont occupés à dresser des mitrailleuses et menacent la population. Déjà un agent de police a reçu une balle dans la gorge et des personnes ont été blessées près de la Bourse. Cependant la population est paisible, elle ne se livre pas à des actes de violence, elle se tient dans les limites de l'enthousiasme, elle se réjouit, c'est son droit !

M. Einstein fait immédiatement téléphoner des instructions pour qu'on ne se serve pas de mitrailleuses. On lui répond, téléphoniquement aussi, que les soldats sont dans l'obligation de se défendre. Mais il fait téléphoner à nouveau qu'on ne peut pas considérer comme un danger pour les soldats l'enthousiasme d'une foule qui n'a pas d'intentions hostiles.

M. Einstein propose de constituer immédiatement des patrouilles mixtes de soldats allemands et de gardes bourgeois. MM. Lemonnier et Hallet repoussent cette proposition comme

inutile et nuisible.

M. Einstein dit alors que le Conseil des ouvriers et soldats voudrait faire partir au plus tôt les femmes allemandes, qui sont encore au nombre de 2.600 à Bruxelles. Et il demande que leur retour en Allemagne puisse, pour plus de rapidité, se faire via la Hollande. Ce serait même à désirer pour l'évacuation des Allemands civils, ajoute-t-il.

Van Vollenhoven veut bien se charger de demander l'autorisation à son gouvernement pour les femmes ; mais il croit que l'autorisation sera plus difficile à obtenir pour les hommes.

Einstein prie les autorités belges de déconseiller l'exhibition de drapeaux dans les cortèges. *D'abord – dit-il avec emphase –, je suis adversaire de toute exhibition de drapeaux nationaux quels qu'ils soient, attendu que « le mouvement révolutionnaire n'admet plus l'existence de nations ». Et puis, cela ne peut qu'exciter les soldats en retraite, qui ne supporteront peut-être pas tous de la même manière cette explosion d'enthousiasme.*

M. Lemonnier fait remarquer que des soldats allemands eux-mêmes ont promené des drapeaux belges à travers Bruxelles, dans des automobiles, avec des drapeaux rouges.

Le général Hurt et le colonel von Solen qui entrent à ce moment dans le salon où ont lieu les pourparlers, prennent aussitôt part aux débats et

disent que l'apparition de drapeaux belges aux fenêtres peut avoir les plus fâcheuses conséquences, car elle pourra être considérée par certains soldats comme une provocation.

M. Lemonnier répond qu'il ne fera pas retirer les drapeaux, bien que, personnellement, il soit d'avis que ce pavoisement vienne un peu vite. Il ajoute qu'il répond de la population civile, mais que les Allemands doivent, eux, répondre de leurs troupes. Cette remarque laisse les Allemands plus perplexes encore. Répondre de leurs troupes, dans l'état de démoralisation où elles sont ? Qui a l'autorité voulue pour prendre pareil engagement ?

Le marquis de Villalobar considère le pavoisement comme prématuré : « *Attendez – dit-il – la libération complète avant d'arborer le drapeau national.* »

Le ministre d'Espagne demande que des facilités lui soient données pour correspondre avec les autorités du dehors. Il désire se mettre le plus rapidement possible en contact avec le Gouvernement belge pour diverses démarches à faire, dans l'intérêt des Belges et des Allemands. Il estime aussi qu'il serait utile de préparer des sauf-conduits pour des hommes politiques belges qui désireraient se mettre en rapport avec leur Gouvernement.

M. Einstein répond qu'il va s'en occuper sur-le-champ.

* * *

Cependant le quartier de la gare du Nord est toujours le théâtre d'événements dramatiques. M. Vedrin, comptable du café *Cosmopolite*, me raconte ce qui suit :

« A 11 heures du matin, vingt-cinq soldats environ font irruption comme des sauvages dans l'établissement. Trois de ces soldats sont ivres et se comportent comme des forcenés. Ils réclament le patron, le gérant et m'interpellent moi-même, Des civils ont tiré contre eux des fenêtres – disent-ils –. Nous avons beau nier, les soldats insistent, le revolver et le fusil en mains. Heureusement, un officier allemand est là et témoigne en notre faveur. Il donne sa parole que personne, parmi les civils, n'a tiré. Les soldats se calment un peu, mais ils procèdent à une perquisition en règle. Ils nous fouillent, visitent nos portefeuilles et subtilisent à un client français une somme de quatre mille francs qu'il avait sur lui, Ils exigent l'ouverture du coffre-fort, persuadés que des revolvers y sont dissimulés. Tous les casiers sont inventoriés ; toutes les caisses de cigares que le coffre renferme sont ouvertes. Ils ne trouvent rien et consentent enfin à nous lâcher.

Au dehors, une bataille furieuse est engagée entre les soldats révolutionnaires et les impérialistes. Ceux-ci se sont réfugiés dans deux établissements de la place Rogier, au café Van Hamme et au « *Régent* ». Des fenêtres de ces deux immeubles, ils tirent des coups de feu sur les

soldats. Les mitrailleuses fonctionnent constamment. Enfin, vers midi, les révolutionnaires l'emportent : un drapeau blanc est arboré à une des fenêtres du « *Régent* ». Les gardes blanches se soumettent à la garde rouge. »

Tous les hôtels de la place sont occupés par des soldats. Les voyageurs ont été priés de transférer ailleurs leurs pénates.

Inutile de dire les fuites éperdues que ces escarmouches déterminent parmi les passants.

L'après-midi, l'effervescence redouble. Elle s'étend le long des boulevards intérieurs jusqu'à la Bourse. A tout instant des coups de feu sont tirés, des mitrailleuses crépitent. Des glaces de cafés, de grands magasins, sont brisées ou étoilées par des balles, des passants sont atteints. Des soldats à brassards blancs – ce sont, paraît-il, des délégués révolutionnaires – lancent de ordres, font circuler.

La bataille fait rage un moment au coin du boulevard Botanique et de la rue du Marais. De loin, on peut voir, un officier abrité derrière une charrette abandonnée tiraillant à coups de fusil contre des soldats qui, un peu plus loin, tirent sur lui à coups de mitrailleuse. L'officier finit par se sauver poursuivi par les soldats.

JUSQUICI

Boulevard du Nord, autre spectacle : un soldat déguenillé, la chemise arrachée et laissant voir la poitrine velue, une loque rouge autour du cou, se

tient debout dans un véhicule bizarre, enlevé par un cheval qui semble emporté ; le soldat, lui, semble ivre, et il tire des coups de fusil à droite et à gauche en criant des choses que personne ne comprend.

Impossible de se rendre compte des alternatives de la bataille, qui paraît, d'ailleurs, désordonnée, sans unité de direction de part et d'autre. « *Pourquoi tire-t-on, pourquoi tire-t-on ? Qu'est-ce qui se passe ?* », entend-t-on dire à tout instant par les gens qui fuient. Cette incertitude accentue encore l'affolement.

Vers 4 heures la fusillade diminue. Mais des coups de feu isolés retentissent encore à tout instant. Place de Brouckère des mitrailleuses demeurent braquées dans la direction de la «*Weinstube*», où des officiers allemands se sont réfugiés et ont, du second étage, engagé un combat avec des soldats éparpillés sur le terre-plein de la place.

* * *

Vers la même heure une conférence a lieu à l'hôtel de ville de Bruxelles. Sont là, notamment : les échevins Lemonnier, Hallet et Pladet ; MM. Terlinden et Jottrand, procureur général à la Cour de cassation et à la Cour d'appel ; M. Van Iseghem, président à la Cour de cassation ; M. Beco, gouverneur du Brabant ; le marquis de Villalobar ; M. Van Vollenhoven ; MM. Levie, Alex. Braun, Tibbaut, Wauters et Hanssens.

Le marquis de Villalobar expose les conditions dans lesquelles il a été mis en rapport avec les délégués du Conseil des ouvriers et soldats, qui lui ont été présentés par le baron von der Lancken comme étant les représentants du nouveau gouvernement allemand et comme ayant, par conséquent, des pouvoirs réguliers. Il communique la proposition que le Conseil des ouvriers lui a faite d'organiser, pour le maintien de l'ordre, des patrouilles mixtes composées de soldats allemands et de policiers belges. Mais il estime qu'il vaut mieux laisser les Belges agir seuls. Il ajoute que le Conseil est disposé à donner des armes aux gardes bourgeoises et aux pompiers.

M. Beco lit un projet d'arrêté qu'il vient de rédiger et qui défend le débit d'alcool dans les établissements ouverts au public. On est unanime à en conseiller la publication immédiate.

M. Beco communique aussi un projet de proclamation que l'assemblée estime surtout faite pour le moment de la libération. Pour l'instant, elle est d'avis que mieux vaut se borner à faire connaître aux populations que les gouvernements provinciaux reprennent leurs travaux, que les députations permanentes rentrent en fonctions, que le territoire va être évacué, que la séparation administrative (**Note**) a pris fin et que les pouvoirs judiciaires belges ont repris leur place.

On est unanime aussi à conseiller la publication immédiate, par tous les gouverneurs,

d'arrêtés relatifs à la situation alimentaire. Le plus urgent, d'après M. Tibbaut, c'est de télégraphier à tous les bourgmestres de prendre sur l'heure des mesures pour récupérer partout le bétail errant. On le charge de traiter demain avec M. Wauters ce point, très important.

Vers la fin de l'après-midi, le Conseil des ouvriers et des soldats fait afficher qu'il ordonne la fermeture des locaux publics de 5 heures du soir à 10 heures du matin, pour économiser – dit-il – le gaz et l'électricité.

D'autre part, une affiche du Collège annonce la reconstitution de la garde bourgeoise « *afin de maintenir l'ordre* ». Cette garde se composera de tous les citoyens de 21 à 50 ans, entre lesquels un roulement sera établi de façon à ne les astreindre qu'à quatre heures de service par réquisition ; ils toucheront 1 franc par heure de service.

Dès que le soir arrive, tous les cafés et magasins se ferment. Une atmosphère d'inquiétude pèse maintenant. Sur Bruxelles, tout le monde a hâte d'aller se calfeutrer chez soi. L'aspect du centre de la ville est sinistre, malgré que, pour la première fois depuis longtemps, sur les boulevards intérieurs et place de la Monnaie les globes électriques brillent de tous leurs feux. Le service communal de l'électricité célèbre ainsi la défaite de l'ennemi ; c'est aussi sans, doute sa manière de prouver qu'il se moque de ce Conseil des soldats qui vient de s'arroger le droit de parler

d'économie de lumière.

Les drapeaux arborés disparaissent les uns après les autres. Des officiers, en armes, se rendent de maison en maison et somment les habitants de dépavoiser. Ils considèrent – disent-ils – le pavoisement et les manifestations de la rue comme des provocations. Des soldats exigent qu'on enlève cocardes et rubans.

A la « *Maison du peuple* », on affiche, dans la salle du café, cet avis :

« Ne participez à aucune manifestation. S'il y a lieu de manifester, la décision sera prise par le Comité fédéral de Bruxelles du parti ouvrier.

Les Maisons du Peuple et leurs dépendances sont placées sous la sauvegarde, des compagnons.

Tout ordre n'est valable que s'il émane du Conseil fédéral (cet ordre doit être signé Van Roosbroeck et Everling) et du bureau exécutif de la coopérative.

Tout perturbateur doit être expulsé immédiatement. Les groupes de manifestants ne peuvent être admis aux cafés des Maisons du Peuple.

Les séances des groupes peuvent être tenues dans la journée. Les permanences du soir entrent par le vestibule. Les séances auront lieu sous la surveillance des commissaires.

Le café sera fermé de 4 heures du soir à 9 heures du matin. Le comité fédéral et le bureau du Conseil siègent en permanence. Ne rien faire sans leurs avis et ordres.

L'Administrateur-délégué, Alph. OCTORS.

* * *

Voyons, ce soir, ce que disent de tout cela les feuilles embochées (**Note**). Quelle attitude prennent ces journaux devant les événements qui viennent de miner définitivement la puissance allemande ?

La Belgique préparait dès hier matin une volte-face. Elle annonçait qu'elle se séparait d'un de ses rédacteurs les plus odieux, Nyst (**Note**), et que son « *conseil d'administration* » avait nommé un nouveau directeur et un nouveau rédacteur en chef, pris, d'ailleurs, dans sa rédaction. Ce matin la **Belgique** a paru avec cette manchette en caractères d'affiche : « *La Délivrance* », et un article : « *Enfin !* », où elle prêche le calme et la joie. Elle se mue en journal patriote !

Même jeu de la part du **Bruxellois** ; mais plus lourdement exécuté.

Le Bruxellois a aussi une manchette « *La fin du cauchemar* », et un article de tête : « *Liberté !* », finissant par ces mots :

Tous les hommes sont libres : liberté !

Tous les hommes sont égaux : égalité !

Tous les hommes sont frères : fraternité !

Et hier encore les rédacteurs de cette feuille immonde léchaient les bottes des traîneurs de sabres d'outre-Rhin et exaltaient la tyrannie militariste allemande!

Quant au **Belgischer Kurier**, moniteur du gouvernement d'hier, il passe sans la moindre difficulté au service du gouvernement

d'aujourd'hui. Il contient divers avis et proclamations officiels intéressants :

Voici un « *appel aux soldats allemands* » :

Camarades!

Le Conseil des soldats de Bruxelles s'est constitué et a pris le contrôle sur toutes les autorités civiles et militaires. Le gouvernement et la commandanture ont été placés sous le Conseil des soldats. La reprise du pouvoir s'est effectuée dans un ordre général.

Camarades, le Conseil des soldats de Bruxelles a la conscience de s'être chargé d'une tâche difficile et d'une grande responsabilité.

C'est lui qui se charge de ramener les troupes. Gardez une discipline de fer ! En ce cas une évacuation en bon ordre sera seulement possible. Evitez toutes les manifestations :

Que chacun aide à sa place de maintenir l'ordre, afin que nous puissions bientôt revenir dans notre patrie pour mener à bonne fin les grandes tâches qui nous attendent.

*Le Conseil des soldats de Bruxelles,
(s.) FREUND*

Un autre avis inséré au ***Belgischer Kurier*** fait part des décisions suivantes prises « *au cours de l'assemblée de fondation du conseil des ouvriers et soldats qui eut lieu le 10 novembre 1918* », décisions entrant immédiatement en vigueur :

1. Le Conseil des soldats reprend le contrôle sur toutes les autorités et institutions civiles.

2. *Le service des communications et de la sûreté fonctionne comme auparavant, avec l'appui et sous le contrôle des organes propres du Conseil des soldats.*

3. *Toutes les victimes du militarisme seront immédiatement mises en liberté. Le Conseil des soldats aura comme stricte objectif d'appliquer aux autres prisonniers un traitement humanitaire.*

4. *Une importance particulière sera accordée au service de nourriture et de ravitaillement. Une commission s'occupe des mesures à prendre. Tout citoyen libre a droit à de la bonne nourriture et à un abri. Des réfectoires et des dortoirs seront établis aussitôt.*

5. *L'obéissance vis-à-vis des autorités n'est requis que durant les heures de service. Après comme avant, tout homme redevient un citoyen libre et un camarade. Le salut militaire est aboli.*

6. *La démobilisation sera bientôt commencée. Une commission de démobilisation s'occupe des préparatifs.*

(s.) FREUND.

Premier président du Conseil des O. et S.

Le ***Belgischer Kurier*** nous apprend aussi, au nom du « *Comité* » que « *les tribunaux belges ainsi que les autorités belges ont été invités à reprendre leurs fonctions* », et que le comité a fait mettre en liberté, le sénateur Léon Colleaux, détenu à Vilvorde. Il ne dit pas – ce que j'apprends à l'instant – que M. Colleaux a refusé de quitter la prison si tous les autres détenus politiques de Vilvorde – environ cinq cents – n'étaient pas mis en liberté en même temps que lui et que, là-dessus, on a ouvert les portes de la prison à tout le

monde. Les geôles de la « *Kommandantur* » ont aussi lâché leurs occupants depuis samedi soir.

Enfin, la feuille allemande nous révèle les noms des membres du comité exécutif élu par le Conseil des ouvriers et soldats ; 1. Freund, de Munich ; 2. Nottebohm, de Dortmund ; 3. Horn, de Kiel ; 4. Siegmund, de Neu-Koelln ; 5. Heinig, de Berlin.

A l'heure où j'achève de rédiger les notes de cette journée mouvementée, on m'apprend que M. Max, notre cher bourgmestre, est en route pour Bruxelles. M. Eugène Max, son frère, et l'échevin Jacqmain devaient partir ce matin pour aller à sa rencontre à Aix-la-Chapelle, mais les événements ne leur ont pas permis de donner suite à leur projet.

Notes de Bernard GOORDEN.

Baron **von der LANCKEN** ; *Mémoires. Mes trente années de service* (traduit de l'allemand par Maurice Tenine) ; Paris, Librairie Gallimard ; 1932, 253 pages (*Meine dreissig Dienstjahre* ; 1931) :

<http://www.idesetautres.be/upload/OSCAR%20VON%20DER%20LANCKEN%20LIENS%20INTERNET%20CHAPITRES%20MEMOIRES%20BELGIQUE%201914-1918.pdf>

Pour la *séparation administrative*, voyez notamment le chapitre 2 (« *La fondation du Conseil de Flandre* », pages XXIII-XXV) de l'introduction

(« *Aperçu historique sur l'Activisme* ») aux **Archives du Conseil de Flandre (Raad van Vlaanderen)** qui ont été publiées par la Ligue Nationale pour l'Unité Belge ; Bruxelles, Anciens Etablissements Th. Dewarichet ; 1928, LXVI-551-VIII pages, dont XXXI planches hors texte. (« *Documents pour servir à l'Histoire de la guerre en Belgique* ») :

<http://www.idesetautres.be/upload/INTRODUCTIO%20CHAPITRE%20ARCHIVES%20CONSEIL%20DE%20FLANDRE.pdf>

Pour « *les feuilles embochées* », lisez l'article de synthèse de Roberto J. **Payró** (journaliste d'un pays neutre, l'Argentine), « *Les Allemands en Belgique. La presse durant l'Occupation* » :

<http://www.idesetautres.be/upload/PAYRO%20PRENSA%20DURANTE%20OCUPACION%20FR%2019190613.pdf>

Raymond-André **NYST**, de **La Belgique**, traduit en Cour d'assises (d'après **LE SOIR**, du 12/09/1919)
Source : **GOTOVITCH**, José ; **Contribution à l'histoire de la presse censurée. 1914-1918** ; (Bruxelles ; ULB ; 1961, X-347 p. « Mémoire » de l'année académique 1960-1961) aux pages 313, 317-318.